



Assemblée générale

PROVISoire

**A/45/PV.45
19 novembre 1991**

FRANCAIS

Quarante-sixième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISoire DE LA 45e SEANCE

**Tenus au Siège, à New York,
le mercredi 13 novembre 1991, à 10 heures**

Président : M. SHIHABI (Arabie saoudite)

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies [114] (suite)

Question des îles Falkland (Malvinas) : Lettre de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord [39]

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14] (suite)

- a) Note du Secrétaire général transmettant la rapport de l'Agence
- b) Projet de résolution
- c) Amendement

/...

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

Nomination aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations [18]

- h) Nomination de membres du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme**
- i) Nomination de membres du Comité des conférences : note du Secrétaire général**

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/46/474/Add.4)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Je tiens à attirer l'attention de l'Assemblée sur le document A/46/474/Add.4, qui contient une lettre que m'adresse le Secrétaire général, m'informant que, suite à ses lettres datées du 17 septembre, des 8 et 10 octobre et du 5 novembre 1991, la République dominicaine a effectué les versements nécessaires pour ramener le montant de ses arriérés en deçà du seuil visé à l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite prendre note de cette information?

Il en est ainsi décidé.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

QUESTION DES ILES FALKLAND (MALVINAS) : LETTRE DE L'ARGENTINE ET DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (A/46/596)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : En ce qui concerne ce point, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le document A/46/596 qui contient le texte d'une déclaration commune publiée à Londres et à Buenos Aires le 25 septembre 1991 par les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République argentine.

En outre, compte tenu de la décision 45/424 du 12 décembre 1990, je souhaite informer les représentants que, à la suite de consultations au sujet du point 39 de l'ordre du jour sur la question des Iles Falkland (Malvinas), il est proposé que l'Assemblée générale décide de différer l'examen de ce point et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session.

Puis-je considérer, par conséquent, que l'Assemblée, compte tenu de sa décision 45/424, souhaite prendre note du document A/46/596 déjà mentionné, et que l'Assemblée souhaite aussi différer l'examen de ce point et l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la quarante-septième session?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 39 de l'ordre du jour.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

- a) NOTE DU SECRETAIRE GENERAL TRANSMETTANT LE RAPPORT DE L'AGENCE (A/46/353)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/46/L.10 et Corr.1)
- c) AMENDEMENT (A/46/L.12)

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je rappelle aux représentants que le débat sur ce point s'est terminé à la 34e séance plénière, tenue le mardi 22 octobre.

En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, l'Assemblée est saisie d'un projet de résolution publié en tant que document A/46/L.10 et Corr.1 et d'un amendement proposé par le représentant de l'Iraq dans le document A/46/L.12.

Je donne la parole au représentant de l'Iraq, qui va présenter l'amendement au projet de résolution A/46/L.10.

M. MALIK (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Au nom de la délégation iraquienne, j'ai l'honneur de présenter l'amendement au projet de résolution A/46/L.12. Je voudrais préciser ici que le paragraphe du dispositif que nous proposons est un additif au projet de résolution figurant au document A/46/L.10. Avant de poursuivre, permettez-moi de faire les commentaires suivants.

Premièrement, l'Iraq tient tout particulièrement à ce que les travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou de tout autre organisme international du système des Nations Unies ne soient pas politisés. Deuxièmement, la tentative de politisation par certains, ici, du projet de résolution A/46/L.10 s'inscrit dans le cadre d'une série d'efforts déployés par ces mêmes parties pour démontrer que l'Iraq a violé les résolutions et conventions, afin de justifier le maintien du blocus inhumain imposé au peuple iraquien. Vous connaissez sans doute le dernier rapport dont des extraits ont été publiés par The New York Times le 22 octobre 1991, faisant état de la mort d'enfants irakiens de moins de 5 ans et d'énormes pertes de vies humaines causées par ce blocus inhumain qui a affecté la structure même de la société iraquienne. Je cite The New York Times :

(L'orateur cite en anglais)

"La destruction, dans des conditions de sécurité, des armes irakiennes de destruction massive, que demande la résolution 687 (1991), est une inquiétude particulièrement légitime. Mais elle a déclenché l'effet destructeur d'une autre arme de destruction massive, celle qui prive effectivement le peuple iraquien de vivres et autres produits de première nécessité." (The New York Times, 22 octobre 1991, p. A6)

(L'orateur poursuit en arabe)

Troisièmement, en Iraq, nous nous opposons à l'application de deux poids, deux mesures dans les rapports avec les Etats. S'il existe une seule norme agréée, qu'on l'applique à tous les Etats sans distinction, en particulier dans ce domaine d'importance vitale. Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux ont fait tout un drame du simple fait que l'Iraq possède un programme de recherche scientifique et technique. Ces Etats prétendent appliquer la Charte et le droit international. Pourquoi alors ne s'en prennent-ils pas à Israël qui en fait détient, je répète, détient effectivement des armes nucléaires pointées sur tous les Arabes?

M. Malik (Iraq)

Israël a plus de 300 ogives nucléaires pointées sur vos amis arabes. Ne devriez-vous pas exprimer votre vive inquiétude devant cette dangereuse aberration qui peut avoir les pires conséquences à tout moment? Je prie les délégués de jeter un coup d'oeil sur l'article publié dans The New York Times le 20 octobre 1991 et qui ne reflète qu'une partie de la réalité sur laquelle nous avons attiré l'attention en juin 1981. Si l'on se reporte à la déclaration du ministre iraquien des affaires étrangères à cette époque, lors d'une réunion du Conseil de sécurité, on constatera que l'Iraq avait mentionné en détail cette information concernant le projet d'Israël de fabriquer des armes nucléaires avec l'intention de les utiliser contre vos amis arabes. Cela n'est-il pas un motif de vive et profonde préoccupation?

C'est tout ce que nous demandons dans le paragraphe qui figure dans l'amendement contenu dans le document A/46/L.12, c'est-à-dire de mentionner deux faits : à savoir que l'Assemblée générale note avec appréciation une résolution de l'Agence internationale de l'énergie atomique concernant les capacités nucléaires israéliennes et la menace qu'elles constituent pour les Etats de la région, et se déclare profondément préoccupée par le fait qu'Israël ne se conforme pas à la résolution du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité le 19 juin 1981, qui énonçait clairement qu'Israël doit adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. C'est tout ce que nous demandons dans ce paragraphe. Ce n'est que juste, légitime et équitable.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Je donne la parole au représentant de l'Argentine pour une motion d'ordre.

M. **CHIARADIA** (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Selon la tradition, les membres du Bureau du Conseil d'administration de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) coordonnent la présentation du projet de résolution relatif au rapport de l'Agence à l'Assemblée générale. Cette année, l'Argentine, en tant que président, et l'Australie et la Bulgarie, en tant que vice-présidents, se sont chargées de ces tâches. Dans l'exercice de cette responsabilité, nous avons consulté un grand nombre de pays sur le meilleur moyen de présenter le rapport de l'AIEA à la présente session.

Pendant ces consultations, nous avons noté que, pour un grand nombre de délégations, le projet de résolution qui figure dans le document A/46/L.10 est

M. Chiaradia (Argentine)

formulé de manière satisfaisante et appropriée. Par conséquent, nous faisant le porte-parole des membres du Bureau du Conseil d'administration de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de tous les Etats qui sont favorables au projet de résolution A/46/L.10 dans son intégralité, nous estimons qu'il ne serait pas opportun d'y apporter des amendements.

Pour ces raisons, et comme prévu à l'article 74 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, nous proposons de ne pas prendre de décision sur le projet de résolution A/46/L.12.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Le représentant de l'Argentine a présenté une motion en vertu de l'article 74 du règlement intérieur, tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur l'amendement distribué sous la cote A/46/L.12. L'article 74 se lit comme suit :

"Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole en faveur de l'ajournement, et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix..."

Je donne la parole au représentant de l'Iraq.

M. MALIK (Iraq) (interprétation de l'arabe) : La délégation de l'Iraq exprime son refus catégorique et sa vive opposition à la proposition arbitraire présentée par le représentant de l'Argentine. Cette méthode adoptée par les auteurs du projet de résolution A/46/L.10 ne révèle aucun courage mais, à vrai dire, apporte la preuve d'un échec; la crainte de voir adopter le projet d'amendement iraquien publié sous la cote A/46/L.12 les a amenés à recourir à cette méthode de procédure.

Or, cette procédure n'est pas démocratique, bien que certains des auteurs brandissent l'étendard de la démocratie et prétendent la défendre. Une fois de plus il apparaît clairement devant l'Assemblée générale comment on a recours à des critères doubles lorsqu'on traite avec les Etats et avec les vérités. C'est là encore une preuve de la politique qui vise à museler d'aucuns et à recourir à un traitement discriminatoire et arbitraire à l'égard d'une vérité connue de tous et que la communauté internationale réprouve. Cette méthode et cette politique visent à empêcher les Etats Membres de présenter des propositions aux fins de discussion.

Où est la justice prônée par ces Etats? Où sont les principes de la Charte qui nous protègent tous ici au sein de cette salle? Où est l'équité dont certains aiment parler?

La délégation de l'Iraq a présenté le projet d'amendement qui figure dans le document A/46/L.12. Il s'agit d'un paragraphe qui, comme je l'ai déjà dit dans ma première intervention ce matin, contient deux faits bien connus de tous et reconnus par la communauté internationale. L'Iraq, à l'instar des autres Etats Membres, a ainsi exercé son droit d'exprimer une préoccupation légitime. D'ailleurs, nous sommes certains que nombreux sont ceux, parmi les pays du monde libre, qui nous appuient à cet égard.

Mais nous avons constaté, comme beaucoup d'entre vous dans cette salle d'ailleurs, que les Etats-Unis d'Amérique se sont efforcés ces deux dernières semaines de faire pression sur tous les Etats afin d'entraver l'adoption de ce paragraphe. Il est vraiment ironique que, lorsque nous avons contacté nos collègues dans cette salle et discuté la question avec eux, ils nous disaient que les Etats-Unis également les avaient contactés. Personne ne nous a dit avoir été contacté par Israël. L'enfant chéri des Etats-Unis ne s'était même pas donné la peine de faire ce contact, puisque le "grand frère" assumait cette tâche à sa place.

M. Malik (Iraq)

La délégation de l'Iraq, qui présente ces faits à l'Assemblée, invite tous les Etats à appuyer la cause du droit et à faire échouer la proposition qui vise à renvoyer l'examen de ce projet d'amendement et les invite à voter contre cette procédure. L'histoire témoignera et enregistrera qui appuie les principes de la Charte et qui choisit de s'engager dans une autre voie.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Je vais maintenant mettre aux voix la motion présentée par le représentant de l'Argentine à l'effet qu'aucune décision ne soit prise sur l'amendement distribué dans le document A/46/L.12. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votant pour : Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Chypre, Tchécoslovaquie, République populaire démocratique de Corée, Danemark, Dominique, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Estonie, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Islande, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Iles Marshall, Mexique, Mongolie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Samoa, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Espagne, Swasiland, Suède, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Zimbabwe.

Votant contre : Algérie, Bahreïn, Burkina Faso, Chine, Comores, Cuba, Djibouti, Egypte, République islamique d'Iran, Iraq, Jordanie, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Malaisie, Mauritanie, Maurice, Maroc, Nigéria, Qatar, Arabie saoudite, Tunisie, Ouganda, Vanuatu, Viet Nam, Yémen.

S'abstiennent : Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Tchad, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Haïti, Inde, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Myanmar, Namibie, Oman, Pakistan, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Trinité-et-Tobago, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Yougoslavie.

Par 88 voix contre 25, avec 26 abstentions la motion est adoptée.*

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/46/L.10 et Corr.1.

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote. Puis-je leur rappeler que conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place?

* Les délégations de la Hongrie et de Maurice ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour; les délégations de l'Indonésie, de la République arabe syrienne et des Emirats arabes unis qu'elles entendaient voter contre; la délégation du Niger qu'elle entendait s'abstenir.

M. ~~AL-ALFI~~ (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Le Yémen apprécie hautement les efforts déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans l'accomplissement de ses tâches dans la région du Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde. Au cours des années, le Yémen a constamment appuyé les résolutions relatives au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Néanmoins, à la lumière de ce qui vient de se passer à propos de la motion de procédure soumise à l'Assemblée, nous devons dire que ceci révèle manifestement qu'il est fait usage de deux poids deux mesures en traitant des questions concernant la région du Moyen-Orient.

L'explication qui nous a été donnée il y a un moment pour justifier cette motion de procédure était que le projet de résolution constitue un ensemble intégré et équilibré et que toute autre addition risquait de perturber cet équilibre.

Je voudrais rappeler le dernier alinéa du préambule, dans lequel sont mentionnées un certain nombre de résolutions adoptées par l'Agence concernant la capacité nucléaire israélienne et la menace nucléaire israélienne. Dans le même alinéa, il est fait mention d'une autre résolution concernant l'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient.

Les annales de l'Organisation regorgent de violations des résolutions des Nations Unies par Israël et de son refus d'entendre les appels répétés qui lui ont été lancés par cette instance internationale d'adhérer au régime de garanties de l'AIEA. En tant que membre du Conseil de sécurité, nous prenons note de la mention qui est faite dans le projet de résolution du Conseil de sécurité et nous trouvons étrange, en vérité, que toute référence faite à des résolutions du Conseil de sécurité concernant Israël soit de nature à perturber l'équilibre de ce texte. Il y a là deux poids deux mesures et nous nous demandons ce que l'on doit choisir parmi les résolutions du Conseil de sécurité et ce qu'il faut laisser de côté. Les résolutions du Conseil de sécurité n'ont-elles pas toutes une valeur égale? C'est là une question que nous posons à la communauté internationale.

Nous sommes préoccupés et inquiets de voir que cette motion de procédure pourrait signifier, notamment, que l'on donnerait carte blanche à Israël pour persister dans son mépris des appels de la communauté internationale lui demandant d'adhérer au régime de garanties de l'AIEA.

M. Al-Alfi (Yémen)

En conséquence, compte tenu des rapports qui ne sont plus couverts par le secret mais qui sont devenus de notoriété publique, nous voudrions attirer l'attention sur le fait que dans la région du Moyen-Orient, Israël, en particulier, a une capacité nucléaire et possède des armes nucléaires.

Cela étant, ma délégation ne saurait appuyer le projet de résolution qui nous est soumis cette année et s'abstiendra lors du vote à son sujet.

M. KORUTLU'K (Turquie) (interprétation de l'anglais) : La Turquie est opposée à la prolifération des armes nucléaires. C'est pourquoi nous nous joignons au consensus qui s'est dégagé à l'Assemblée générale concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. Cette position de mon pays a été confirmée hier à la Première Commission lors de l'adoption, sans vote, du projet de résolution A/C.1/46/L.35/Rev.1. Nous n'avons donc pas d'objection quant au fond à l'amendement au projet de résolution qui nous est soumis dans le document A/46/L.12.

Néanmoins, étant donné que nous pensons que le projet de résolution A/46/L.10 concernant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique ne constitue pas un cadre approprié pour examiner cette question, nous avons voté pour la motion de procédure tendant à ne pas prendre de décision sur cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/46/L.10/Corr.1. Un vote séparé a été demandé sur le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/46/L.10/Corr.1.

Y a-t-il des objections à cette demande?

Puisque je n'entends pas d'objection, je vais d'abord mettre aux voix le paragraphe 4 du dispositif.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Chypre, Tchécoslovaquie,

Danemark, Djibouti, Dominique, République dominicaine, Égypte, El Salvador, Estonie, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Allemagne, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyane, Honduras, Islande, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Maldives, Mali, Îles Marshall, Mongolie, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Samoa, Arabie saoudite, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Îles Salomon, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Émirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Yougoslavie, Zimbabwe.

Votent contre : Cuba, Iraq.

S'abstiennent : Bénin, République populaire démocratique de Corée, Ghana, Haïti, République démocratique populaire lao, Libéria, Malaisie, Mexique, Myanmar, Trinité-et-Tobago, Ouganda.

Par 122 voix contre 2, avec 11 abstentions, le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/46/L.10/Corr.1 est adopté.*

Le **PRÉSIDENT** (interprétation de l'arabe) : Je mets maintenant aux voix le projet de résolution A/46/L.10/Corr.1 dans son ensemble.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores,

* Les délégations de la Hongrie, de l'Indonésie, de la Lettonie et du Libéria ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.

Costa Rica, Côte d'Ivoire, Chypre, Tchécoslovaquie, République populaire démocratique de Corée, Danemark, Djibouti, Dominique, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Estonie, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Allemagne, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Islande, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Iles Marshall, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Algérie, Cuba, Ghana, Haïti, Iraq, Jordanie, Malaisie, Soudan, Yémen.

Par 141 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution A/46/L.10/Corr.1 dans son ensemble est adopté (résolution 46/16).*

* Les délégations de la Hongrie, de l'Indonésie, de la Lettonie et du Nicaragua ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leurs votes. Puis je rappeler aux délégations que, conformément à la décision 34/401, les explications de vote ou de position sont limitées à 10 minutes et doivent être faites par les représentants de leur place.

M. **MONTAÑO** (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : La délégation mexicaine a voté pour le projet de résolution qui figure dans le document A/46/L.10 parce que, comme les années précédentes, elle est consciente de l'importance des travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) tels qu'ils sont décrits dans le rapport présenté à l'Assemblée générale.

Ma délégation aurait préféré que le projet de résolution reste dans l'esprit des textes qui, par le passé, avaient reçu l'appui unanime de l'Assemblée générale. Nous sommes certains qu'un texte conforme à la résolution 45/7, adoptée l'année dernière, aurait fait l'unanimité parmi toutes les délégations sur le mandat et les travaux de l'AIEA. A notre avis, l'inclusion du paragraphe 4 du dispositif dans le texte qui a été présenté à l'Assemblée générale, contient des éléments qui peuvent difficilement faire l'objet d'un consensus.

La délégation mexicaine émet des réserves sur ce paragraphe, qui, estime-t-elle, introduit des considérations politiques dans les travaux d'un organisme éminemment technique. De même, nous étions opposés à l'inclusion dans le projet de résolution d'éléments supplémentaires dont l'objectif politique semblait enlever toute force au projet que nous venons d'adopter. Il est clair aussi que, indépendamment de l'importance de la participation de l'AIEA à l'application des résolutions 687 (1991) et 707 (1991) du Conseil de sécurité, l'Agence a entrepris d'autres activités au cours de ces derniers mois qui ne peuvent ni ne doivent être reléguées au second plan.

Privilégier dans une résolution présentée à l'Assemblée générale les activités de garanties de l'AIEA se fait au détriment de l'importance accordée à d'autres activités telles que la coopération technique. Cela est contraire aux dispositions de la résolution GC(XXXV)/RES/569 adoptée par la Conférence générale de l'AIEA à sa trente-cinquième session ordinaire aux termes desquelles pour atteindre ses objectifs, l'Agence devrait s'efforcer d'établir un juste équilibre entre ses principales activités.

M. Montaño (Mexique)

D'autre part, il est évident que les activités de l'AIEA en ce qui concerne l'Iraq sont exécutées en vertu de mandats particuliers du Conseil de sécurité, et par conséquent ont un caractère exceptionnel. L'AIEA doit conserver inchangé et inaltérable son caractère d'organisme technique en évitant de se politiser et sans extrapoler en prenant des cas exceptionnels comme constituant des directives pour l'avenir.

M. TRINH XUAN LANG (Viet Nam) (interprétation de l'anglais) : La délégation vietnamienne a demandé la parole pour expliquer brièvement les positions qu'elle a adoptées dans la procédure de vote sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

A maintes reprises à cette tribune ou à l'AIEA, le Viet Nam a manifesté son appréciation des travaux importants de l'AIEA et leur a apporté son appui. Comme l'indiquent le rapport annuel de l'AIEA pour 1990 (A/46/353) et la déclaration de M. Hans Blix, Directeur général de l'AIEA, l'Agence a entrepris un énorme volume de travail et des tâches qui sont sans précédent par leur portée et leur complexité.

Les travaux de l'AIEA méritent d'être appuyés, et le Viet Nam s'associe volontiers aux autres pays pour approuver le rapport de l'Agence, qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session, conformément à la résolution qui vient d'être adoptée.

La position que la délégation vietnamienne a adoptée sur le vote de procédure concernant l'amendement qui figure dans le document A/46/L.12 est parfaitement conforme aux objectifs de l'Agence, notamment à la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. En outre, cette position se fonde sur la résolution 487 (1981) du 19 juin 1981 du Conseil de sécurité, sur de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale, ainsi que sur la résolution GC(XXXV)/RES/570 de l'AIEA.

M. AWOONOR (Ghana) (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution qui figure dans le document A/46/L.10, avec la proposition d'amendement contenue dans le document A/46/L.12, ont cherché à contribuer à la réalisation d'un objectif que nous souhaitons tous, à savoir la création éventuelle d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Dans la résolution 45/52 adoptée l'année dernière, l'Assemblée générale a demandé instamment que des mesures soient prises en vue de créer cette zone et elle a

M. ANNONOR (Ghana)

lancé un appel à tous les Etats du Moyen Orient qui ne l'ont pas encore fait, d'appliquer le système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le Ghana s'est fermement associé aux forces qui ont condamné l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il était absolument inacceptable et moralement répréhensible que l'Iraq envahisse et occupe le Koweït. Nous regrettons que nos appels en faveur d'une solution pacifique du conflit menaçant n'aient pas été entendus.

Le Ghana a aussi appuyé les résolutions ultérieures que l'Organisation a adoptées, notamment la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, permettant de faire l'inventaire des armes chimiques, des armes biologiques et des installations, du matériel et des stocks nucléaires détenus par l'Iraq. Si le projet de résolution qui figure dans le document A/46/L.10 avait été présenté à l'occasion d'un point de l'ordre du jour traitant directement de la crise du Golfe, et s'il avait donc mentionné l'Iraq dans ce contexte, le Ghana aurait voté pour sans hésiter, mais la résolution nous est présentée au titre du point 14 de l'ordre du jour qui traite du rapport de l'AIEA.

M. AWOONOR (Ghana)

Le rapport traite d'un certain nombre de questions, notamment de la résolution GC(XXXIV)/RES/526 de la Conférence générale de l'AIEA, dans laquelle le Directeur général est prié de

"redoubler d'efforts en poursuivant ses consultations avec les Etats concernés dans la région du Moyen-Orient en vue d'appliquer les garanties de l'Agence à toutes les installations nucléaires dans cette région".

(Rapport annuel pour 1990 de l'AIEA (GC(XXXV)/953), p. 6)

Le Ghana attend donc de l'Assemblée qu'elle adopte une résolution qui pourrait renforcer les efforts méritoires amorcés à Madrid et qui favoriserait une paix durable au Moyen-Orient, avec une référence particulière aux missions assignées à l'AIEA. Malheureusement, la résolution ne prend pas en compte ces buts louables et tend plutôt à être discriminatoire dans ses intentions; or les Nations Unies ne peuvent être un organisme qui se prêterait à des efforts qui ne seraient pas équilibrés ou justes. Ce sont les raisons pour lesquelles ma délégation s'est abstenue à tous les stades de la prise de décisions sur cette résolution.

M. RIVERO ROSARIO (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : La délégation cubaine souhaite faire état de ses réserves concernant le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/46/L.10 sur le rapport de l'AIEA - raison pour laquelle ma délégation s'est abstenue.

Je soulignerai en premier lieu l'importance que mon pays attache à cet organisme avec lequel nous entretenons une coopération fructueuse dans le cadre de nos programmes actuels d'utilisation de l'énergie et des techniques nucléaires à des fins pacifiques.

Ma délégation n'ayant pas pris part au débat, je voudrais remercier brièvement le Directeur général de l'AIEA pour le rapport qu'il a présenté, lequel fournit des informations sur cette coopération entre Cuba et l'AIEA.

Les années passées, la résolution sur le rapport de l'AIEA était de nature plus ou moins formelle, l'Assemblée y prenant acte du rapport dans son ensemble sans accorder une importance particulière à telle ou telle activité et s'abstenant de tout langage polémique qui aurait risqué de ne pas recevoir le plus large appui de la part des délégations. Ce qui n'a rien d'étonnant car s'agissant des travaux d'un organisme qui présente une telle importance pour la communauté internationale, son rapport annuel à l'Assemblée générale

M. Rivero Rosario (Cuba)

n'aurait pu être adopté sans le consensus le plus ferme possible. L'abandon de cette habitude salubre pourrait avoir un effet négatif, ce que nul ne souhaite car un tel précédent risquerait de compromettre la formation du consensus dans divers domaines connexes.

Ma délégation est également préoccupée par le fait que le paragraphe 4 du dispositif adresse à l'Agence des éloges au sujet d'une activité qu'elle a menée à la demande d'un autre organe principal dont les décisions sont par nature contraignantes et ne requièrent aucune action de la part de l'Assemblée générale, organe auquel l'AIEA rend compte régulièrement dans le contexte des résolutions mentionnées dans le même paragraphe et qui se tient informé de ces questions au moyen des résolutions. Par ailleurs, on se souvient que la résolution 687 (1991) n'a pas reçu l'appui de tous les membres du Conseil de sécurité et que Cuba, en tant que membre non permanent du Conseil, a voté contre pour les raisons clairement expliquées à cette occasion et que je ne reprendrai pas ici, mais qui tenaient au fait qu'à notre avis, en adoptant cette résolution, le Conseil de sécurité s'arrogeait des pouvoirs qui dépassaient les attributions que lui confère clairement la Charte des Nations Unies. Cette action, selon nous, violait donc les principes de la Charte. Nous estimons que ces raisons conservent toute leur force et leur validité, au-delà de toute autre considération, et c'est pourquoi il sera impossible à ma délégation de souscrire à ce paragraphe de la résolution sur le rapport de l'AIEA.

Ma délégation souhaite également déclarer que les activités autorisées par le Conseil de sécurité en matière de vérification et d'inspection, y compris celles qui touchent au cas de l'Iraq, ne doivent servir ni de précédent ni de prétexte pour renforcer certaines des activités de l'AIEA au détriment des autres missions d'une extrême importance que l'Agence accomplit au bénéfice des pays en développement en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, y compris l'assistance et la coopération technique.

La délégation cubaine s'inquiète également du fait qu'en mettant ainsi en relief, dans une résolution de l'Assemblée générale, cette activité particulière de l'AIEA menée dans les circonstances spécifiques et exceptionnelles auxquelles le Directeur général a fait référence en présentant son rapport, nous ne préjugions indûment des activités que l'organisation

M. Rivero Rosario (Cuba)

devra mener à l'avenir dans l'exercice normal de ses nombreuses fonctions, notamment ce qui concerne l'amélioration des garanties.

Même s'il est toujours nécessaire et utile de tirer les leçons de l'expérience dans des domaines aussi délicats qui touchent les intérêts de la communauté internationale tout entière, nous devons procéder avec toute la réflexion et la circonspection voulues, en respectant dûment la souveraineté des Etats, sans porter de jugements hâtifs mais en tenant compte des opinions et des soucis de chacun. Il serait dangereux et contraire à l'intérêt général que cette procédure soit mise sous conditions ou dévoyée a priori.

Enfin, ma délégation souhaite déclarer que sa position n'implique aucun engagement ni vis-à-vis des traités ou conventions mentionnés dans le projet de résolution et qui n'ont pas été signés par Cuba, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et la Convention sur la protection physique des matières fissiles ni, comme nous l'avons déjà indiqué, en ce qui concerne l'application à d'autres cas des termes de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

M. JACOB (Israël) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a voté pour le projet de résolution, mais si ce texte avait été mis aux voix paragraphe par paragraphe, nous aurions voté contre le dernier paragraphe du préambule.

M. SALAH (Jordanie) (interprétation de l'arabe) : Ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/46/L.10, car nous croyons que ce texte présente une discordance entre les idées et les questions figurant dans les paragraphes du préambule et celles qui figurent ou ne figurent pas dans les paragraphes du dispositif de la résolution.

M. Salah (Jordanie)

Pour préciser ma pensée, je dirai qu'alors que le dernier paragraphe du préambule parle de cas différents de capacités nucléaires de certains pays, y compris des capacités nucléaires de l'Afrique du Sud et d'Israël, ainsi que du danger nucléaire israélien et de l'application ou de la non-application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au Moyen-Orient, les paragraphes du dispositif ne mentionnent nullement l'Afrique du Sud ni Israël, ni le fait qu'Israël n'a pas soumis ses installations aux garanties de l'Agence, notamment pour ce qui est du réacteur de Dimona. C'est pourquoi nous avons estimé que le projet de résolution s'écartait de l'équité et de l'égalité dans son jugement.

Pour toutes ces raisons et également parce que nous croyons que l'adoption de résolutions à l'Assemblée générale doit se faire de manière démocratique, ma délégation a voté contre la motion de procédure présentée par l'Argentine.

J'aimerais saisir cette occasion pour louer le travail accompli par l'Agence internationale de l'énergie atomique et rendre hommage à son directeur général. Je voudrais également mettre l'accent sur l'importance des efforts déployés par l'Agence pour encourager l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et pour tenir compte des besoins des pays en développement, notamment pour ce qui est d'obtenir l'assistance technique de l'Agence.

Ma délégation voudrait réaffirmer le droit des Etats de posséder la technologie nécessaire à leur progrès et à leur développement. J'aimerais également affirmer que les Etats, notamment ceux du Moyen-Orient, devraient adhérer au Traité de non-prolifération et appliquer les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique à toutes leurs installations nucléaires.

M. MUMBENGEGWI (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : Le Zimbabwe a lu très soigneusement le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) paru sous la cote A/46/353. Nous avons également examiné le projet de résolution qui vient d'être adopté ainsi que son amendement, contenu dans le document A/46/L.12.

En tant que membre du Conseil de sécurité, le Zimbabwe a appuyé les résolutions 687 (1991) et 707 (1991) du Conseil de sécurité. Ces résolutions ont confié certaines tâches à l'AIEA concernant le programme nucléaire

M. Mumbengegwi (Zimbabwe)

iraquien. L'Agence s'est acquittée des tâches qui lui ont été confiées par le Conseil de sécurité.

Il n'est que logique par conséquent que nous félicitons l'Agence de s'être acquittée de ces tâches. C'est la raison pour laquelle nous avons appuyé le projet de résolution qui vient d'être adopté sans aucun amendement.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée a ainsi terminé l'examen du point 14 de l'ordre du jour.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES NOMINATIONS

- h) NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE CONSULTATIF DU FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME
- i) NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE DES CONFERENCES : NOTE DU SECRETAIRE GENERAL (A/46/109)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Pour ce qui est du point 18 h) de l'ordre du jour, les mandats des cinq membres actuels du Comité consultatif nommés en vertu des décisions 43/325 du 9 décembre 1988 et 45/318 du 12 décembre 1990 de l'Assemblée générale expirent le 31 décembre 1991.

Après consultations, j'ai nommé le Danemark et l'Ouganda membres du Comité consultatif pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1992.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note de ces nominations?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Les consultations visant à identifier des candidats pour la nomination de membres du Comité se poursuivent encore. Je renouvelle donc mon appel aux groupes régionaux pour qu'ils continuent à coopérer avec moi à cet égard.

Nous avons ainsi achevé, à ce stade, l'examen du point 18 h) de l'ordre du jour.

Nous passons maintenant au point 18 i) de l'ordre du jour, "Nomination de membres du Comité des conférences". Comme cela est indiqué dans le document A/46/109, l'Assemblée générale, par sa résolution 43/222 B du 21 décembre 1988, a décidé que le Comité des conférences serait composé de 21 membres, nommés pour une période de trois ans par le Président de l'Assemblée générale, après consultations des présidents des groupes régionaux, sur la base de la répartition géographique. L'Assemblée a décidé

Le Président

en outre qu'un tiers des membres du Comité se retireraient chaque année et que les membres sortants pourraient être reconduits dans leurs fonctions.

Etant donné que les mandats du Ghana, du Honduras, de la Hongrie, de l'Indonésie, de la Jamaïque, du Mozambique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord expirent le 31 décembre 1991, il est nécessaire que le Président de l'Assemblée générale nomme, durant la présente session, sept membres afin de pourvoir les sièges vacants. Les membres en question seront nommés pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1992.

Après consultations avec les présidents des groupes des Etats d'Asie, des Etats d'Europe orientale, des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, et des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, j'ai nommé le Honduras, la Hongrie, la République islamique d'Iran, la Jamaïque et la Turquie membres du Comité des conférences, avec effet au 1er janvier 1992.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note de ces nominations?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne les deux sièges vacants restant à pourvoir pour les Etats d'Afrique, j'ai l'intention d'avoir d'autres consultations à ce sujet avec le président du groupe. Je propose donc que l'Assemblée maintienne l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la quarante-sixième session. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée approuve cette procédure.

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Nous avons ainsi achevé, à ce stade, l'examen du point 18 i) de l'ordre du jour.

La séance est levée à 11 h 20.